

Voter  
c'est abdiquer  
ses droits  
Elisée RECLUS.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 193.

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 19 AOUT 1949

Le numéro : 10 francs

## Les élections allemandes

la grande joie des politiciens, des militaires, des gros industriels, des syndicalistes « assermentés », le peuple allemand a voté, c'est-à-dire a encore une fois fait le jeu des forces de réaction. Et toute la presse de commenter cet événement, à ses yeux capital, et de se féliciter du pourcentage élevé — 75 0/0 — des électeurs ayant accompli leur « devoir ».

Ne nous attardons pas en regrets inutiles. Le peuple allemand n'a pas encore compris. Il comprendra un jour. Les partis qu'il a hissés au pouvoir, le « centre » et la « gauche », se chargeront bien de lui dessiller les yeux. Ne se sont-ils pas tous, plus ou moins, effacés devant Hitler ? Ne sont-ils pas tous chauvins, attachés au maintien d'un centralisme policier et administratif oppresseur que le similitudinalisme ne peut même dissimuler ? La défaite du parti de Renner signifie, au fond, uniquement, que l'électeur se suffit d'une façade, d'un programme et d'affirmations toutes verbales, exactement comme en France ou ailleurs.

Convenons, toutefois, que cette parodie de liberté a été soutenue par la volonté de promouvoir l'indépendance de l'Allemagne, le peuple, encore plein d'illusions électorales, ne sachant trouver d'autres voies.

Maintenant, le vote est acquis. Il est conforme aux désirs des U.S.A., c'est-à-dire à tendance nationaliste, et le P.C. a été écarté. L'Allemagne va pouvoir faire bonne figure dans les instances internationales, et déjà Schuman annonce que la France est favorable à son admission au Conseil de l'Europe. Nous savons ce que cela veut dire : l'Allemagne de l'Ouest dans le bloc « occidental », l'Allemagne de l'Est dans le bloc oriental.

Il aurait donc été mille fois préférable que l'homme allemand ne votât point. Qu'il restât seul, isolé, refusant aux uns comme aux autres de mettre sa personne au service de forces qui poussent irrésistiblement vers la guerre.

Mais il a été trompé, comme le sont tous ceux qui ne peuvent concevoir l'organisation d'une société sans politiciens, sans police, sans armée.

Entre les mains d'aventuriers beaux parleurs, il a abandonné sa puissance, et partant, sa liberté.

De nouveaux sarpentins vont régner sur l'Allemagne de l'Ouest. Les généraux américains se réjouissent et l'homme allemand, encore une fois, vient de courber le front.

lib

## De Strasbourg à Shanghai

La simultanéité des événements diplomatiques de cette dernière quinzaine est peut-être ce qu'il y a de plus intéressant à noter dans la conjonction actuelle. Comme dans un scénario bien découpé, chaque scène, chaque séquence, est à sa place et s'articule parfaitement, ne laissant aucun trou, aucune lacune. De Strasbourg à Shanghai, et en suivant l'itinéraire compliqué : Paris, Londres, Rome, Berlin, Washington, Belgrade, Athènes, Saigon, les Philippines, l'action se développe avec un synchronisme qui n'est sûrement pas le résultat de la seule coïncidence ; l'ensemble est trop bien réglé pour que ne puisse être soupçonnée la présence de quelque invisible metteur en scène.

On a dû probablement choisir le moment de la réunion européenne de Strasbourg pour mettre le tout en branle : Pacte Atlantique, voyage des généraux américains, traité commercial italo-yougoslave, tension gréco-albanaise, déclaration de Revers, de Pignon sur l'Indochine, discours d'Auriol sur le même sujet, publication du Livre Blanc américain sur la Chine, etc...

Ces événements, certes, importants, ne sont en vérité que la consécration d'un état de fait ou l'accélération de manœuvres diplomatiques amorcées depuis longtemps, comme en Adriatique, par exemple.

Les choses les plus sérieuses ne se débattent pas sur la toile aux opinions. Elles restent le secret de chancellerie, et pendant que quelques manifestants se font matraquer sur la place de la Concorde les diplomates des deux bords causent et sourient, n'en doutons pas.

### L'IMPUISSEANCE EUROPEENNE

Les questions de prestige national, les jalousies ridicules qui ont opposé les généraux « occidentaux » entre eux, ont été bien vite apaisées, Truman ayant menacé de couper les vivres au moindre signe de désobéissance. Il n'y a plus qu'une stratégie qui compte : celle de l'oncle Sam.

En Europe, elle apparaît sur le plan militaire toujours aussi faible. Et il n'y a plus que cela qui compte aujourd'hui. Le réarmement de ce continent, en supposant qu'il puisse se réaliser et atteindre un potentiel suffisant, est encore à échéance bien lointaine. Mais, décidé officiellement, à le défendre, ou plutôt à le considérer comme le « Rhin américain », elle met tout en œuvre sur le plan politique, à défaut de mieux et en attendant, pour s'affirmer, s'imposer, prouver que les peuples « occidentaux » sont pour elle et contre l'U.R.S.S.

L'Union Européenne, qui tient ses assises à Strasbourg, symbolise cette ei-

tuation des nations — soi-disant unies et indépendantes — en vérité groupées sous la houlette des U.S.A. et se disputant entre elles et les crédits Marshall et les armes à venir du P.A.M. (Aide Militaire). Ce pénible spectacle témoigne éloquemment de la faiblesse profonde de l'Europe, des irréductibles rivalités financières et industrielles qui la rongent, et de son impuissance totale qui la pousse vers la guerre comme un navire désarmé est poussé sur les récifs. France, Italie, Benelux, Angleterre, Pays scandinaves, ont beau se débattre et af-

par JEAN CLARI

firmer le contraire, ils ne sont plus que pions sur l'échiquier. Ils n'ont plus d'existence propre, et s'insèrent bon gré mal gré dans le dispositif stratégique mondial. On nous a d'ailleurs averti officiellement : à l'Europe, et à la France en particulier : la piétaille ; aux U.S.A., la « bombe ».

### PETITE ENTENTE ?

Pourtant dans cette même Europe si pauvre et si faible, existe une force considérable dont il s'agit de déterminer l'action : c'est la Yougoslavie. Elle occupe dans le flanc de l'ours russe une place que les U.S.A. brusquement ont décidé d'élargir.

Le 2 août, Truman déclare implicitement que Tito n'aide plus la Grèce « libérée ».

Le 4 août, c'est-à-dire au moment même où Bradley parade en Europe, est signé l'accord commercial italo-yougoslave, et nul ne doute un seul instant que la Maison-Blanche n'en ait été la cheville ouvrière. Conjointement les pourparlers s'intensifient entre Belgrade et Athènes.

Le 5 août, Tito invite ses chefs d'armée à se tenir en état d'alerte. Le 8 août, le journal américain « Evening Star » écrit : « Il y a de la place pour Tito dans le plan Marshall ».

Le 9 août, l'agence d'Athènes an-

Mais les éleveurs, eux, se soucient de l'hygiène des étables, de la nourriture du cheptel. Il est vrai que les animaux ont une valeur marchande.

Si la maternité consciente est un sentiment qui honore l'humanité, celle purement biologique, c'est-à-dire dépourvue de toute volonté réfléchie rabaisse l'homme au niveau de la bête lorsque les conditions sociales sont hostiles à la croissance de l'enfant et au développement de ses facultés mentales. Dans un monde où le taudis, la tuberculose, les maladies vénériennes, l'insécurité permanente, les bas salaires, la guerre menaçante sont choses courantes, les lois réprimant l'avortement et la divulgation des méthodes anticonceptionnelles sont donc simplement criminelles.

Autour du ventre des mères, toute une propagande se développe. Propagande insidieuse, mensongère, prometteuse et menaçante tout à la fois. Elle est inspirée d'abord par l'Eglise toujours soucieuse d'entendre sa puissance, par les Etats attentifs à la reproduction de la chair à canon et à travail ; puis, par tout ce que l'on compte de plus basement réactionnaire, les repopulateurs du genre Dettell, président de la « Lutte contre l'avortement », ou bien des produits du genre gaulliste, patrons bien-pensants, politiciens de toute nuance et militaire surtout. Ce ramassis malpropre de personnages drapés dans la dignité tricolore mène la lutte pour les familles nombreuses, mais jamais ne s'inquiète de ce qui attend l'enfant une fois qu'il sera homme. Seul compte le nombre. On n'a que faire de la qualité, la grandeur d'un pays étant, d'après eux, une question de force, de force armée bien entendu.

Si ces individus avaient le moindre respect de la personne humaine, ils orienteraient tous les efforts vers la lutte contre les armements, exigeraient que les gigantesques richesses englouties en canons et tanks soient utilisées pour la reconstruction des villes. Ils s'inquiète-

raient de savoir si l'homme peut vivre décemment dans cette société et la preuve du contraire étant faite, dénonceraient le fléau de la repopulation à outrance.

Mais on peut tout relever chez le repopulateur, sauf l'amour et l'intelligence ; il s'apparente, toute proportion gardée, à ceux qui expédiaient des hommes dans les camps de Hitler.

Tout dernièrement, à ce sujet, le « Readers Digest », dans un article intitulé « L'avortement n'est pas seulement un crime », a atteint les limites de l'odieuse et aussi de l'imbécillité. Tout le monde connaît cette publication de littérature extra-plate, mais dont la fauteur hautement digeste est un moyen de propagande des plus outrés contre tout ce qui est progrès spirituel, émancipation, élévation. Les mensonges les plus flagrants, les affirmations les plus péremptories concernant la vie sociale aux U.S.A. et tendant à faire apparaître le capitalisme comme le seul système économique possible, après avoir pris comme critère des cas d'exception, abondent dans ce malpropre magazine.

Et son succès incontestable témoigne bien de la décadence intellectuelle qui caractérise les peuples d'aujourd'hui.

Les arguments dont se sert l'auteur de cet article peuvent tous être repris les uns après les autres et retournés contre lui, ce qui prouve bien qu'il pêche par ignorance totale des problèmes sociaux, ce dont nous doutons, ou alors qu'il agit uniquement par venalité, ce qui doit être à peu près certain.

D'abord, il nous raconte des histoires de croque-mitaine au sujet de docteurs marrons ne connaissant rien à l'obstétrique et qui se masquent, agissent dans l'ombre, etc...

Stupidité monumentale ! La première sage-femme venue est parfaitement capable de procéder à un avortement ; à plus forte raison un médecin, qu'il soit marron ou non. Personne n'ignore que les chirurgiens et accoucheurs ayant une clientèle riche ne résistent que bien rarement à l'attrait d'honoraires princiers... Puis il s'étend sur les innombrables dangers que représente l'avortement et cite un certain Dr Dickson :

« ...Peu d'opérations représentent autant de difficultés et de risques... » ! Textuel !

Lorsque l'on sait que chaque année, des centaines de milliers de femmes se font avorter, on est en droit de se demander quelles sont les difficultés supplémentaires que rencontrent un chirurgien ?

Mais voilà une autre citation. Elle émane du Dr Georges Kosmak :

« Certains jeunes ménages ont recours à l'avortement sous prétexte que leur situation ne leur permet pas d'avoir un enfant. Plus tard, lorsqu'ils en désirent un, ils découvrent que la femme est devenue stérile, les trompes de Fallop étant bouchées par l'inflammation... »

Sans vouloir insister sur tout ce qu'il y a de tendancieux dans cette affirmation qu'un avortement provoque la stérilité, on se demande comment le vertueux « Digest » a pu laisser passer une phrase pareille. Quoi ! En Amérique, dans ce pays béni, il y a des couples qui ne gagnent pas assez pour pouvoir élever un enfant ? Bien sûr, il y en a, et des millions, comme ceux qui habitent les « Bidonvilles » du Missis-

## RÉPONSE AU "READER'S DIGEST"

# Pour la liberté de l'avortement

**L n'est sûrement pas de crime plus abominable que de donner la vie à un être que l'on sait destiné à la misère. Pourtant, en France comme dans presque tous les autres pays, les plus riches comme les plus pauvres, la Chine ou les U.S.A., des millions de petits innocents sont jetés chaque jour dans la tourmente d'une inhumaine société. Pour le plus grand nombre, ils sont le fruit de l'inconscience, d'accidents dus à la négligence et aussi de la crapuleuse politique de lapinisme qui pousse quelques brutes à faire des enfants comme d'autres font des veaux ou des porcs.**

raient de savoir si l'homme peut vivre décemment dans cette société et la preuve du contraire étant faite, dénonceraient le fléau de la repopulation à outrance.

par ERIC-ALBERT

Une véritable nécessité dans un monde où la misère règne en maîtresse. Et que ce monde est d'autant plus inhumain qu'il s'oppose dans bien des cas à la maternité consciente et prive ainsi des joies légitimes les hommes et les femmes les plus dignes et les plus évolués de la communauté.

Mais finissons-en avec ce détritisme de simili-littérature en relevant qu'il se garde bien de signaler les seuls moyens efficaces (la loi lui interdit comme à nous-mêmes) mais s'étale complaisamment sur quelques procédés originaux, pour ne pas dire plus, ou bien jamais utilisés, comme le curetage par exemple, qui ne se pratique qu'après l'avortement — et pas toujours — mais jamais avant. Et signalons encore que pour justifier cet article, le Reader cite, tenez-vous bien, l'U.R.S.S. ! Et dans cette citation, texte de quelque congrès de gynécologues russes, on retrouve à peu de chose près, les mêmes énormités et les mêmes insanités.

De la part du pays des « Mères héroïques », cela n'a rien d'étonnant. L'U.R.S.S., dans ce domaine, comme dans bien d'autres d'ailleurs, rejoint les U.S.A. dans l'odieuse.

Dans ce journal, nous avons déjà posé la question : l'avortement est-il un crime ? Les juristes répondent par l'affirmative. Parfait.

Anna Cymbler, pupille de l'Assistance Publique, livrée par cette organisation à un gousier qui la brutalise et veut la violer, se venge des sévices qu'elle a subis en incendiant la ferme du négrier. Cinq ans de réclusion.

Voyons, messieurs les juristes, voyons messieurs les catholiques, voyons M. Deltell, avouez que la mère d'Anna aurait mieux fait d'avorter plutôt que de commettre le crime d'enfant !

## LES MYSTERES DE L'ECONOMIE

L'HIVER passé, un vent de panique avait soufflé sur la campagne avec une telle force que même le Gouvernement en fut sérieusement ébranlé, et avec lui la remarquable architecture économique et financière de notre célèbre Petsche. C'était le vent de la baisse, qu'une récolte surabondante de pommes de terre avait aisément

provoquée, étant donné la faible capacité d'absorption des consommateurs faibles, dont la production, comme celle du tubercule inorné, devient également pléthorique.

Devant une telle catastrophe, nos gouvernants prirent les mesures qui s'imposèrent, précédées en cela par sains producteurs, dont les efforts se bornaient à enterrer sur place des récoltes invendables. Ils organisèrent les exportations et affirmèrent aux paysans, commerçants, mandataires, intermédiaires, transporteurs et Cie que rien ne serait négligé pour que les cours puissent retrouver une santé gravement compromise.

Et le vin fut soumis à un savant échelonnage, les importations suspendues, les exportations intensifiées et 30.000 tonnes de beurre bloquées.

Et les cours remontèrent, et tout le monde de respirer. Hélas ! le ciel, croyant sans doute bien faire, se mit de la partie et la sécheresse dévasta maintenant champs, vergers, prairies et potagers, ce qui fait sans doute l'affaire de certains, mais sûrement pas la nôtre. Et après la baisse voilà la hausse !

D'une extrémité au autre brusquement ! L'autre, et la presse, les syndicats, les ouvriers, bref tous les « éternels rouspéteurs » de s'en prendre à ce malheureux Gouvernement qui n'y peut rien. Mais quand on est le Gouvernement il faut gouverner. Cela va de soi. Et gouverner signifie surtout et uniquement : statistique. Hélas ! les statistiques, personne ne l'ignore, sont toujours fausses, et nous n'en voulons pour preuve qu'elles nous aient annoncé dernièrement une hausse sur les prix de gros et le lendemain une baisse sur ceux du détail. Avouons qu'en fait de science exacte, en d'autres domaines, on fait mieux. Heureusement ! Quoi qu'il en soit, poussés dans leurs derniers retranchements, nos gouvernants, et malgré leurs savantes démonstrations et leur armée de statisticiens, sont maintenant obligés de faire quelque chose. Mais quoi ? Personne n'y comprend plus rien. Par exemple, nous relevons dans *France-Tireur* du 6-7-8 une véhémence protestation contre le maintien des droits de douane, 40 p. 100, concernant l'entrée en France de vins étrangers. Puis quatre jours après, le 10, une protestation non moins véhémement parce que Pflimlin décide de supprimer ces droits, d'importer du vin d'Espagne. Une honte, s'écrie *France-Tireur*, on gaspille nos devises alors que les chais sont pleins à craquer.

Qui croire, Seigneur ? Qui croire ? Et à quel saint se vouer ? A *France-Tireur*, à Pflimlin, aux vitiiculteurs, à Franco ? Et puis qui porte la responsabilité du désastre ? La sécheresse ? Petsche ? les spéculateurs ?

(Suite page 2, col. 1.)

## Pour le LIBERTAIRE !

Pour payer la forte amende de notre camarade JOYEUX  
Militants, Sympathisants, Lecteurs  
SOUSCRIVEZ !... SOUSCRIVEZ !...



LES RÉFLEXES DU PASSANT



Gangsters et "Travailleurs"

V. Auriole a déclaré :  
« Je suis accablé de fatigue. Je vais me reposer comme un simple citoyen... »  
On n'aurait tout de même jamais cru que le métier de Président de la IV<sup>e</sup> République soit aussi pénible. Non plus que son titulaire ne soit même pas bénéficiaire des vacances payées ! C'est une injustice criante et, vraiment, on se demande ce que la C.G.T. attend !... Mais ceci est une autre histoire.  
Aiguillant mes investigations sur cette nouvelle voie, je me suis rendu auprès de personnalités de la politique et du « monde ».  
Dans une misérable chambre meublée d'Aubervilliers, l'Aga Khan m'a reçu. Il était en plein travail. Il mangeait. Devant lui, j'ai pu dénombrer : 3 gigots, 4 pâtes de fôie gras, des pieds pannés, 5 fromages de Cantal, 2 têtes de veau, en comptant la sienne.  
« Voyez, me dit-il, depuis que les gangsters m'ont dévalisé, je suis obligé de recommencer ma carrière. A mon âge ! Deux cents millions ! C'est quel-que chose, quoique l'on en dise. Dans six mois, il me faut aller du côté du Gange pour ma pesée fiscale... Alors, vous comprenez... »  
J'ai laissé ces malheureux à ses occupations et me suis rendu chez Bébert-la-Terreur-de-la-Bastoc. Lui aussi était en plein travail. Il garnissait sa mitraillette. Tout de suite, j'aborde le fond du débat :  
« Et les vacances payées ? »  
« Mon cher, c'est une honte. Le Gouvernement se désintéresse de notre sort ! Pourtant, nous assurons la rotation des

capitains, et aussi, accessoirement, la publicité pour les « tractions ». Eh bien, même en pleine canicule, vous le voyez, au travail ! Quand je pense que Vincent Auriole se prélassait et que je suis là... Décidément, il n'y a plus de justice ! »  
Poursuivant mon enquête, j'arrive chez Quenelle et, à brûle-pourpoint, je lui demande :  
« Et les vacances payées ? »  
« Même Vincent ? »  
« Plait-il ? »  
« Même Auriole ? »  
« Vous dites ? »  
« Même le Président de la République ? »  
« Quelle question ! Mais lui surtout, voyons ! »  
Décidément, j'allais d'étonnement en étonnement et me félicitais intérieurement d'avoir le bonheur d'exercer la profession de manœuvre spécialisé. Parce que moi, je pars en vacances. En vacances payées, encore. Payées à raison de 67 fr. 50 de l'heure.  
Mais, voulant être convaincu de posséder une écrasante supériorité sur « mes » serviteurs, je résolus d'aller rendre visite à Goulin.  
Il me reçut dans un de ses minables chalets, et ayant d'un signe congédié le domestique qui m'avait introduit, se mit à ma disposition.  
« Vous ne prenez pas de vacances, Monsieur le député ? »  
« Ma fonction me l'interdit. »  
« Que pensez-vous de la reprise économique ? »  
« Ne m'en parlez pas ! Depuis que le vin et les mistelles sont en vente libre... »  
« Quelle est votre opinion au sujet des gangsters ? »  
« Les gangsters ? Des imbéciles, mon cher ! Des imbéciles ! »  
Et comme je manifestais mon étonnement :  
« Est-ce que j'ai eu besoin d'une traction, moi ? Et d'une mitraillette ? »  
OLIVE.

LES MYSTÈRES DE L'ÉCONOMIE

(Suite de la première page)  
teurs ? Les commerçants ? On n'en sortira pas. Surtout que ce qui est vrai pour le vin l'est également pour le beurre, le fromage, tous les légumes, les œufs, que sais-je ? On avait pourtant assuré que le point idéal : la stabilité, était trouvé. Oui, mais ce point est minuscule, comme tous les points d'équilibre. Imaginez la pyramide de Chéops à l'envers, sa pointe posée sur un câble. Sa masse, c'est l'économie, le câble le Gouvernement, et le point d'assise la stabilité. Juché au sommet, ou plutôt à la base devenue sommet, on découvre M. Pétusche armé d'un balancier. Et vous aurez là

une image des difficultés que nos gouvernants ont à vaincre, et le brio qui leur est indispensable, de posséder pour nous faire croire que ce tour de force est possible !  
En attendant, les alliés d'hier sont devenus ennemis : les gros propriétaires, les viticulteurs et les autres, c'est-à-dire tous ceux qui préfèrent vendre les pommes de terre 20 francs le kilo au lieu de 5, et Dieu sait s'ils sont nombreux, ayant déclaré la guerre aux Pflimlin (à vos souhaits) et Cie. Ces derniers ont décidé de ne pas augmenter le blé, ou si peu que cela revient au même, d'où levée de fourches. Pourtant, on promet que ces mêmes

fourches vont baisser autoritairement de quelque 5 à 8 p. 100 ainsi que les engrais, les moteurs, etc... et qu'il convient d'attendre. D'attendre que M. Pinay soit revenu d'Aix, où il soigne ses rhumatismes (ainsi que la presse nous l'a appris), les rhumatismes de M. Pinay étant beaucoup plus importants que le décret de baisse — qui, lui aussi, peut attendre, les industriels et commerçants n'étant pas du tout pressés, de sacrifier sur l'autel de Cérés. Nous en sommes là. Et nous payons maintenant un œuf frais 20 francs, comme aux plus beaux jours, le gruyère a dépassé de 100 francs l'ancien prix de la taxe et le vin augmente, la sécheresse de cette année étant telle qu'elle a une influence rétroactive sur la récolte de 1948. Curieux phénomène, mystère de l'économie ! Et nous sommes plein d'admiration pour ceux qui réussissent à s'y reconnaître au milieu de ces problèmes obscurs, dont les données procèdent de la pluie et du beau temps, de rhumatismes ministériels, du minimum vital, de bulletins électoraux, de la bonne ou mauvaise volonté de quelque 10 millions de commerçants, industriels et cultivateurs, de questions fiscales, militaires, budgétaires et d'autres encore !  
Oui, notre système économique est simple, clair, logique. Quand les récoltes sont abondantes, c'est une catastrophe, et les travailleurs ont faim. Quand les récoltes sont insuffisantes, c'est également une catastrophe, les travailleurs ont toujours faim.  
Et ceux qui prétendent que ce monde est un monde de fous n'ont qu'à s'adresser à M. Pflimlin. Il leur démontrera, chiffres et statistiques en main, que tout est pour le mieux dans la meilleure des démocraties et que la production s'intensifie journellement. La production des billets s'entend. Nous en avons déjà pour plus de 1.100 milliards. De quoi nous plaignons nous ?

DE STRASBOURG A SHANGHAI

(Suite de la première page)  
« Un devoir international : couvrir la frontière sino-tonkinoise... »  
Le 6 août, Acheson, commentant le Livre Blanc des U.S.A. sur la Chine, nous informe qu'il est prêt à envoyer un ambassadeur extraordinaire à Mao-Tsé-Tung à la condition que les communistes chinois fassent preuve d'indépendance à l'égard du Kremlin.  
Le 9 août, découvrez de Vincent Auriole. Le jeu est clair. Lorsque parlent Pignone, Rever et Auriole, c'est écho sur leur dicte leurs paroles. Donc d'un côté, lutte à outrance contre Ho Chi Minh, le communisme. Et accord de l'autre si Mao donne des gages, c'est-à-dire s'il veut bien imiter l'U.S.A. en réponse ne tardera pas. Le 8 août, un secrétaire politique du P.C. chinois déclare : nous faisons alliance avec le capitalisme, cependant que le lendemain M. Quirino, président des Philippines, annonce qu'il convoquera prochainement une conférence préliminaire des pays asiatiques désireux d'adhérer à une Union anticommuniste du Pacifique.  
Chantage, menaces, promesses, la partie de poker continue. On ne sait encore quel sera le gagnant mais on sait déjà que la politique américaine en Asie traverse une période difficile.  
Le Kuomintang est abandonné définitivement et faisant bon cœur contre mauvaise fortune, elle accepte Mao qu'il s'agit maintenant de détacher du bloc soviétique. Qu'elle réussisse, et elle y mettra le prix, soyons-en sûrs, et Moscou aura essuyé une défaite peut-être plus grave que celle de la Yougoslavie. A moins que... à moins que Mao ne joue double jeu, c'est-à-dire tende la main droite aux Américains, et dans l'ombre, la gauche à Staline. Personnellement, je crois que cela est déjà chose faite, cette tactique diplomatique étant assez courante en Asie.  
En ce qui concerne l'Indochine, elle rentre également dans le concert mondial et ce n'est pas par hasard que l'on en a tant parlé ces derniers jours (V. Auriole, Pignone, Coste-Floret, Revers, etc...).  
Il est probable que les U.S.A. ne toléreront pas une victoire de Ho Chi Minh et fourniront toutes les armes nécessaires pour l'abattre. Le brigandage colonial est maintenant élevé à la hauteur d'une guerre pour un bastion stratégique.  
L'Extrême-Orient étant à l'heure actuelle le point faible des U.S.A., les tractions concernant l'Europe s'en ressentent par le biais de la politique coloniale. Tout se tient dans cette vaste entreprise de course à la guerre : l'Indochine doit redevenir « nationaliste », l'Indonésie, hollandaise, cependant qu'en Australie on propose de mettre tous les communistes, ou accusés comme tels, en camp de concentration, et qu'au Maroc comme en Tunisie les capitaines américains ont la priorité ainsi qu'au Congo belge, pays de l'uranium.  
**ET L'U.R.S.S. ?**  
Le but de ces vastes mouvements diplomatiques semble donc être un regroupement ou plutôt un appel de toutes les forces et de tous les pays anticommunistes en même temps qu'elles marquent un tournant de la politique américaine en Chine, et un succès en

Yougoslavie. Cependant, l'U.R.S.S. garde le silence et se borne à une protestation de pure forme contre le Pacte Atlantique. Mieux. Elle feint de tout ignorer, ce qui prouve bien qu'un Bradley ou un de Lattre la fait sourire — les jeux de ce côté étant faits depuis longtemps — et, indirectement sollicite l'intensification des échanges Ouest-Est.  
Elle a d'abord repris ses exportations de manganes vers les U.S.A. ; puis le 3 août, c'est-à-dire le lendemain du jour où toute la presse annonçait des progrès sensationnels dans le domaine atomique en Amérique, et la veille de l'arrivée de Bradley à Paris, le général Ruednik nous fait savoir que l'U.R.S.S. est prête à une large entente économique avec l'Allemagne de l'Ouest. Le 4 août, par le canal du Docteur Selbmann, président de la Commission économique allemande de zone orientale, elle renouvelle ses propositions, cependant que des conversations officielles vont bon train à Wattenstedt où les Russes proposent de fournir du textile, de la mécanique de précision, etc..., en échange de charbon, produits laminés, etc...  
Enfin le 16 août, Staline reçoit l'ambassadeur américain à Moscou, la première fois depuis plus d'un an, et ce, au moment même où la campagne antisoviétique mondiale vient brusquement d'être intensifiée.  
Staline utilise à nouveau sa manœuvre bien connue : offrir la paix pour stopper l'offensive, de son adversaire et le placer du même coup en mauvaise posture vis-à-vis de l'opinion mondiale.  
Mais Truman ne donne pas du tout l'impression de vouloir se prêter à ce jeu. Bien au contraire ; il durcit ses positions et les conditions préalables à toutes reprises de conversations qu'il vient de poser témoignent de son inébranlable volonté de poursuivre son offensive.  
Il sera en effet impossible sinon très difficile à Staline de les accepter. On voit mal comment il pourrait se résoudre à abandonner aux U.S.A. l'Asie du Sud-Est, et arrêter toute campagne contre le plan Marshall, non plus qu'il puisse ouvrir son territoire à la libre circulation des diplomates étrangers.  
Quant à la cessation de toute aide aux partisans grecs, cela signifie en clair : liberté totale pour Washington dans les Balkans, précisément en Yougoslavie, Albanie, Grèce.  
Quoi qu'il en soit, le fait que Staline ait encore fait des ouvertures, bien que sachant sûrement de quelle façon elles seraient accueillies, prouve incontestablement qu'il désire la défensive et permet d'augurer que cette nouvelle phase de la guerre froide ne se terminera pas tragiquement.  
Ainsi que nous l'avons écrit maintes fois, l'U.R.S.S. a un besoin pressant d'outillage, de matières premières, et les U.S.A. sont à la recherche de débouchés. Économiquement, les adversaires sont faits pour s'entendre. Mais leur renforcement réciproque exaspère leur antagonisme politique.  
Tôt ou tard, le choc paraît inévitable. Il serait vain de se le dissimuler. Il vaut mieux mettre à profit le temps qui nous reste et développer les forces révolutionnaires, seules capables d'arrêter la guerre.

Paul ROUSSENG

« L'Inco » n'est plus

Tel est le début de la lettre trouvée sur les bords de l'Adour, que la police, s'occupant une dernière fois de Rousseng, l'ancien bagnard, a bien voulu me transmettre.  
Rousseng, « l'Inco », est mort !  
Rousseng ? Mais qui est Rousseng ? se demanderont les jeunes. Et certains vieux n'auront qu'un souvenir assez vague de celui auquel Albert Londres, dans son livre « Au bagne ! » consacre tout un chapitre.

Qu'on nous permette d'évoquer rapidement ce que fut la vie de ce réfractaire à toute autorité que l'on a connue, le plus souvent, à travers des interviews plus ou moins fantaisistes, contre lesquelles Rousseng se cabrait, sans jamais obtenir la moindre rectification, qu'il était pourtant en droit d'exiger des journalistes peu scrupuleux.  
Rousseng a « lutiné la muse au soufflet des revers ». Et c'est par le madrigal suivant que nous lui laissons le soin de nous donner son état civil :  
« En l'an quatre-vingt-cinq du siècle [dix-neuvième, du quantième, Un lundi de septembre et vingt-huit, A Saint-Gilles du Gard, terroir du [jus vermeil, Sans bruit, je vins au monde au lever [du soleil. »  
A 14 ans, écrit-il, j'avais déjà dévoré la vingtaine de volumes in-quarto qui composent l'admirable « Géographie Universelle » d'Elisée Reclus.  
A l'époque, la lecture du « Père Peinard », des « Temps Nouveaux », du « Libéraire » influence singulièrement ses réflexes intellectuels.  
A 17 ans, à la suite d'une petite altercation, Rousseng, « quittant d'un chaud foyer l'asile tutélaire, où ses rêves d'enfant connurent leur es-« sor... », part à l'aventure.  
Arrêté bientôt pour vagabondage, il se vit généreusement octroyer trois mois de prison. En appel, il eut beau deman-

Bayonne, 3 août 1949.  
« Mon cher Elisée,  
« Je suis à bout.  
« A Bayonne, il y a une belle rivière  
« où, ce soir même, j'irai chercher le  
« grand remède à toutes souffrances :  
« la Mort. »

« J'évoque du passé le visage sévère.  
« Ayant tout enduré, près du gouffre [béant  
« Je demeure debout, sur le seuil du [Néant. »  
Mais, usé par vingt-cinq ans de bagne et, depuis sa libération, traqué et jeté en prison par tous les Javert de France, ce « doux pays de liberté », malade, accablé désormais à rouler d'un hôpital à l'autre sans espoir de guérison, Rousseng tente par deux fois, à Cannes, le 7 juillet dernier, de se donner la mort, sans y parvenir.  
« Au diable — m'écrivit-il — cette malchance ! Faudra-t-il que j'attende le verdict de la nature ? »  
Il séjourne encore brièvement dans différents hôpitaux, aussi « moches » les uns que les autres, et le voici, le 30 juillet, à Bayonne.  
Il souffre terriblement. La Douleur ricane, croyant déjà tenir sa proie. Rousseng se passera de ses services. Elle veut le tuer. Il la devancera dans ses prétentions.  
C'est la dernière victoire qu'il remportera sur elle. Rousseng était d'une espèce rare. Il est mort comme il a vécu. Simplement. Courageusement.  
Dans sa lettre, la dernière, il me demande d'écrire un mot dans le « Lib » pour informer ses nombreux amis de son suicide. Mais je n'ai pu m'empêcher de rendre un dernier hommage à celui qui fut un exemple de perpétuelle révolte et qui écrivait, il y a quelques mois à peine, ces lignes dont il a su se montrer digne :  
« Fidèle à la formule  
« De mon propre idéal,  
« Rebelle à la férule  
« De l'ordre social,  
« Jusqu'à l'heure dernière  
« Propice aux malheureux,  
« Je suivrais ma carrière  
« D'errant parmi les gueux. »  
Elisée PERRIER.

(1) La cellule était en ciment. Ce sont là les circonstances indépendantes de la volonté de « l'incendiaire ».  
Rousseng a une grande soif de liberté. On comprend ça. Esprit indépendant, il ne se fixera nulle part. Il sera toujours à la poursuite d'une ligne d'horizon nouvelle. Colportant un peu de marchandise, il fouillera la France dans ses moindres recoins. Le trait « qu'il n'a plus la naïveté de payer » sera pour lui un excellent moyen de locomotion. Et Rousseng explique finement :  
« Ma foi ! le déficit chronique de cette « société (la S.N.C.F.) n'en était pas « aggravé pour cela. Et puis, l'Etat est « là pour combler ce déficit. En payant « mes impôts indirects, à défaut d'au- « tres, je participe donc au renforce- « ment de la caisse dans une certaine « mesure, et bien malgré moi, du reste... »  
« Pour le surplus, la machine n'en use « pas plus de charbon en l'occu- « rence. »  
Mais tout ne fut pas rose, hélas ! Le délit de « vagabondage » lui vaudra de connaître, en France, une infinité de prisons, à la suite de multiples condamnations.  
Pendant la guerre, comme suspect, il connaîtra également les camps de Sisteron et de Fort Barreau.  
L'adversité peut redoubler ses coups. Rousseng ne se laisse pas abattre. Il lance un « Défi à la souffrance » :  
« Je te connais Douleur... En vain ton [gauchon  
« A labouré ma chair de son rude sil- [lon ;  
« En vain ta meurtrissure a torturé [mon âme ;  
« Elle n'a pas éteint cette vivace flamme « Qui brûle dans mon cœur loquemment [fragé  
« Et qui bat, malgré tout, de son rythme [finchagné.  
« Si le destin cruel m'a choisi comme [cible  
« M'apportant, de tourments, une som- [me indicible  
« J'ai supporté ses coups d'un front [calme et serein,  
« Sans que la moindre trêve y vienne [mettre un frein.  
« Et lorsque maintenant, au terme du [calvaire,



LE CARNAVAL de la SEMAINE

HONNEUR ! HONNEUR !

La Croix-Rouge qui tient actuelle-ment une conférence pour discuter des « lois de la guerre » a repoussé une motion soviétique dont voici l'essentiel :  
— La bombe atomique ainsi que la guerre chimique doivent être interdites parce qu'elles sont incompatibles avec le droit international et contraire à l'HONNEUR ET A LA CONSCIENCE DES PEUPLES.  
La Croix-Rouge, réactionnaire comme toujours, n'hésite donc pas à autoriser la mort déshonorante par asphyxie ou atomisation alors que les peuples seraient tellement honorés de mourir par le glaive, les lance-flammes, ou tout simplement les bombes au phosphore !  
Heureusement que les soviets sont là pour dénoncer comme il se doit cette atteinte à la dignité humaine.

UN SALOPARD

De passage à Royan, Monnerville, qui est un ministre de je ne sais trop quoi a déclaré :  
« J'estime que pour que soit chassé le boche (sic) la destruction de Royan n'était pas indispensable. Il appartiendra à l'histoire de juger. »  
L'histoire jugera certainement que ce petit salopard de Monnerville, si heureux de manger du « boche » ne valait pas cher, pas plus que tous ses confrères des écuries bourbonniennes ou d'ailleurs. Et que s'il n'y avait plus eu de Monnerville et autres Claudius Petit, Royan aurait été reconstruit en un temps record.

LA FRANCE

AUX FRANÇAIS !

Place de la Concorde ce cri abhorré ! Encore cette vermine de croix de feu ! De nouveaux 6 février se préparent-ils ? La France aux Français ! On court, on se questionne mutuellement... Puis toute émotion tombe. La France aux Français ? Le nouveau cri de ralliement des... communistes.  
De La Roque doit se retourner dans sa tombe !

LE CHAT BOTTE.

LE 22<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL ESPÉRANTISTE S. A. T.

Le samedi 30 juillet s'est ouvert dans la vaste salle du Palais de la Mutualité, le 22<sup>e</sup> Congrès mondial de la Sennacica Associo Tutmonda (S.A.T.), qui est l'organisation espérantiste mondiale révolutionnaire.  
Ce congrès dont les travaux se poursuivront jusqu'au 5 août, rassemble près de 2.000 délégués, venant de 20 pays différents. Nous citons au passage : Argentine, Finlande, Brésil, Portugal, Autriche, Norvège, Allemagne, etc...  
Les environs du Palais de la Mutualité ont, dès samedi, vécu une animation inaccoutumée, de partout fusaiient les « Salut kamarado ! » entre copains vivant habituellement séparés par les mers ou des milliers de kilomètres et qui, chaque année accourent pour vivre et travailler quelques jours d'un même cœur à l'avènement d'un monde nouveau.  
Mais pénétrons dans la vaste salle avant l'ouverture officielle. La première chose qui frappe l'attention est ce vaste panneau au fond de la tribune représentant deux jeunes hommes séparés par le globe et qui par-dessus les frontières se tendent la main et au-dessous cette inscription : « Nous, ouvriers du monde, nous sommes unis » ; alors, le regard se porte sur ces hommes réunis ici et il apparaît que ce panneau ne représente pas une vague idée, un mythe, mais simplement l'expression de la réalité ; ça et là, des groupes discutent. Nous approchons de l'un d'eux ; il y a là parlant une langue unique, l'espéranto, un Finlandais, une Allemande, un Tchèque, un Suédois qui viennent pour la première fois de se rencontrer et déjà discutent de leurs travaux, de leurs espoirs dans l'entreprise commune. Combien véridique aussi l'inscription de cette bande-

role : « Ici ea Esperantio, il n'y a pas de race, pas de classe mais des hommes ! »  
Voilà enfin l'ouverture de ce 22<sup>e</sup> Congrès Mondial, après la projection du portrait du créateur de l'espéranto, le Dr Zamenhof et de notre camarade libertaire Lanti, pionnier du mouvement espérantiste révolutionnaire (tous deux disparus). Ces hommes, alors accourus de tous les coins du globe, debout, entonnent une vibrante « Internationale ».  
Cette première soirée se déroulant sous le signe de la fraternité universelle se poursuit par un magnifique concert donné par les artistes espérantistes, les travaux sérieux étant reportés aux jours suivants.  
Ajoutons pour terminer que les anarchistes de S.A.T. ont tenu dimanche après-midi une réunion de prise de contact au cours de laquelle ils ont décidé de travailler intensément, à la réussite dans leurs pays respectifs, à la réussite du Congrès Anarchiste Mondial et décidé d'y apporter leur concours. La Fédération Anarchiste de France y avait été invitée et était représentée par nos camarades Boucher et Cavanah qui ont apporté aux congressistes le salut de notre Fédération. Etaient représentées entre autres : la Hollande, la Suède, l'Espagne, la Bulgarie, etc...  
Les Espérantistes de S.A.T. ne considèrent pas l'espéranto comme la panacée universelle, mais pensent avec justice que c'est une arme de plus dans les mains de la classe ouvrière.  
S.A.T.-Congressistes, la F.A. salue votre magnifique congrès.  
Paul CHAMPS.

Les charbons du « Libertaire »

Désignation	par 500 kgs	par 1.000 kgs	par 2.000 kgs (la tonne)
1/4 GRAS OU MAIGRE			
Gaillétins 50/80	4.710	9.302	9.179
Noix 30/50	4.790	9.466	9.343
1/2 GRAS			
Gaillétins 50/80	4.400	8.687	8.564
Noix 30/50	4.490	8.851	8.728
BOULETS D'ANTHRACITE	3.420	6.728	6.625
COKE METALLURGIQUE			
Calib. et concassé 20/40, 40-60	4.230	8.338	8.215
COKE DE GAZ			
Calibré	3.600	7.107	7.005
ANTHRACITES (PAYS DE GALLES) PREMIER CHOIX			
Gaillétins 50/120	5.760	11.384	11.282
Noix et noiset. 20/80 et 20/50	5.800	11.487	11.364
ANTHRACITE (PAYS DE GALLES) DEUXIEME CHOIX			
Gaillétins 50/120	5.390	10.646	10.533
Noix et noiset. 20/80 et 20/50	5.480	10.830	10.718
ANTHRACITE RUHR OU BELGIQUE			
Gaillétins 50/120	5.580	11.035	10.923
Noix et noiset. 20/80 et 20-50	5.660	11.200	11.087
BRIQUETTES DE LIGNITE	3.840	7.605	7.516
FLAMBANTS			
Gaillétins 50/80, Noiset. 35/50	3.960	7.805	7.702

Ces prix s'entendent TOUTES TAXES COMPRISES  
Les commandes sont reçues au « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris 10<sup>e</sup>  
LIVRAISON minima : 500 kgs pour PARIS et PROCHE BANLIEUE  
1.000 kgs POUR LES AUTRES COMMUNES DE LA BANLIEUE  
LES COMMANDES SONT REGLEES A LA LIVRAISON

«Tu es anarchiste»

— Les « Editions du Libertaire » viennent de sortir une petite brochure qui en moins de trente pages nous fait faire un bref tour d'horizon des principaux problèmes politiques, économiques et syndicaux. Traité sous forme de dialogue la discussion de ces problèmes démolit les préjugés courants et réfute à l'aide d'arguments simples les objections que nous entendons chaque jour à l'usine ou au bureau. Ensuite vient un succinct aperçu de ce que pourrait être la société libertaire.  
Le but de « Tu es anarchiste » est de matérialiser les idées confuses de nombreux anarchistes qui s'ignorent, de donner une consistance plus sérieuse à des convictions encore un peu vagues.  
Ernest et les « Editions du Libertaire » mettent à notre disposition un excellent outil de propagande qui, bien diffusé, devrait nous amener de nombreux sympathisants et des militants.  
En conclusion, non seulement cette brochure peut être lue avec profit par tous les militants mais surtout devrait être largement répandue et mise entre les mains de tout nouveau camarade.  
R. CAVAN.

Fédération Anarchiste

11<sup>e</sup> REGION  
**SORTIE CHAMPETRE**  
Tous les camarades de la Région se retrouveront le dimanche 21 août, à la Franqui-Plage.  
Divers jeux seront organisés et nos camarades chanteurs et musiciens nous régaleront de leur répertoire.  
Le camarade Fontaine de la F.A. sera présent et entretiendra les militants de la vie de l'organisation. Nos amis des Jeunesses libertaires, de la C.N.T. et du M.-L.-E. sont cordialement invités.  
**GROUPE DE SAINT-DENIS.** — Reprise des réunions le jeudi 25 août, au lieu habituel, à 21 heures. Présence indispensable de tous.  
**AVIGNON**  
Conférences — Débats  
Tous les premiers dimanches du mois, à 10 heures du matin, aura lieu une réunion à laquelle sont invités les sympathisants. Réunion du groupe à 21 heures, tous les samedis, Brasserie de l'Horloge.  
**REGION CHARENTAISE**  
La réunion de tous les sympathisants et militants aura lieu un tout prochain jour, vraisemblablement le dimanche 28 août, à Angoulême. Se mettre en rapport avec : J. Faure, 5, rue Buisson-Moreau, Cognac.



# CULTURE ET RÉVOLUTION

UN PEU D'HISTOIRE

De l'Esplanade des Invalides à la Cour d'Assises

## UN MEETING MOUVEMENTÉ

LES neuf heures du matin chaque clan est fin prêt. Deux questions se posent du côté ouvrier : Y aura-t-il du monde ? Que fera la police ? (1).

Une grosse participation de chômeurs était quasi certaine tout ayant été fait en vue d'une réussite éclatante. Il ne pouvait faire de doute non plus que la police mettrait tout en œuvre et prendrait ses dispositions pour faire respecter l'interdiction décrétée par le gouvernement.

Au petit matin une véritable mobilisation a lieu. Sergents de ville, brigades centrales, gardes républicains se préparent à entrer en action contre la foule. Les points névralgiques sont gardés. Chambre des Députés, Elysée, Hôtel des Invalides.

La cavalerie de l'Ecole militaire est consignée. Les agents « en bourgeois » s'infiltrant, suivant une antique habitude, un peu partout.

Matinée sans histoire ; mais vers midi, par petits groupes, les « sans-ouvrage » se dirigent déjà vers le lieu de rassemblement. Une neige fine est tombée dans la nuit recouvrant Paris d'un blanc manteau. Un vent aigre souffle au visage des chômeurs — pour la plupart peu chaudement vêtus — qui répondent nombreux à l'appel des initiatives.

A midi et demie, bien avant l'heure fixée la foule devient dense et s'agglutine aux angles des rues et avenues qui aboutissent à l'Esplanade. De sombres pelotons d'agents sont alignés le long

du mur du Palais-Bourbon et devant les grilles des Invalides fermées par précaution. Les curieux stationnant sont priés de circuler tandis que des gosses profitant d'un rayon de soleil qui fait scintiller la neige, entament des batailles de boules.

Une heure : les petites vagues de manifestants ont grossi. C'est à présent

par L. LOUVET

une véritable marée qui déferle vers les points désignés pour la démonstration. Le service d'ordre est submergé, les grilles des Invalides atteintes, les portes obstruées. Dix mille « sans-ouvrage » sont, une heure à l'avance au rendez-vous. Partout des masses compactes d'ouvriers stationnent malgré le froid viv. Un commissaire les invite à se disperser. Sans succès. Les agents alors interviennent et devant la passivité de leurs vis-à-vis des bouillottes sans gravité se produisent. Des camélotiers crient à pleins poumons un journal bonapartiste, dont le directeur est le fameux Paul de Cassagnac, L'Appel au Peuple qui contient un « manifeste aux ouvriers sans pain ».

Une heure et demie. L'assistance a doublé, les charges d'agents ont succédé aux bourades. Elles se multiplient au fur et à mesure que l'heure officielle de la manifestation approche. Dès qu'un groupe se forme, la police opère. Il se reforme un peu plus loin, ayant doublé d'un instant à l'au-

tre ; ce jeu de cache-cache dure une demi-heure. Afin de juguler le flot des arrivées, le pont des Invalides est barré, le public fait un détour et passe sur celui de la Concorde resté ouvert à la circulation.

Les manifestants sont calmes. Ils se plaignent du manque de travail et de la cherté des loyers. Se sont mêlées à

eux des notabilités réactionnaires qui pérorant, émettent des incidents, comptant sur des désordres qui favoriseraient leur politique antirépublicaine. De nouveaux mouvements policiers se produisent. Des centaines d'agents prennent position. Chacun sait que les choses vont se gâter.

Deux heures. 25.000 manifestants au bas mot sont massés et, soudain, une longue rumeur monte de la foule, s'élève et gagne les premiers rangs qui font face au service d'ordre. C'est Louise Michel qui arrive sur les lieux. Elle était attendue par cette foule qui l'idolâtre. Sa présence la surexcite, les incidents vont se multiplier.

Au coin de la rue Fabert, la militante anarchiste s'adresse à ceux qui l'entourent. A peine commencé son discours est interrompu par le tumulte provoqué par une charge d'agents. Tout à coup une poussée vigoureuse repousse les brigades centrales et à travers les lignes d'agents rompus, les manifestants, au pas de gymnastique, gagnent l'Esplanade interdite, entraînant l'oratrice.

Celle-ci, hissée sur les épaules d'un assistant, s'adresse à nouveau à son auditoire en ces termes :

Il faut laisser assembler le peuple. Nous verrons si nos ennemis oseront venir le disperser. Nous ne sommes pas des moutons que l'on mène à l'abattoir et si on a le malheur de nous charger, nous saurons répondre à l'attaque qui sera dirigée contre nous.

Durant qu'elle improvisait son discours, d'une voiture sérieusement escortée de policiers est descendu M. Carnecasse, préfet de police. Il a donné l'ordre de disperser l'attroupement et une nuée d'argousins sont en trombe du Ministère des Affaires Etrangères, courants vers la foule. Une violente bagarre a lieu autour de Louise Michel. Electrisés par l'attitude de cette dernière, les manifestants ne songent guère à se laisser assommer sans riposter. Ouvriers, badauds, journalistes... et agents sont frappés sans ménagement.

Louise Michel proteste. Un policier la prend par le bras et fait mine de l'arrêter. La bagarre redouble. Ses amis l'ayant dégaillardée lui font escorte et l'entraînent hors de l'Esplanade en poussant des clameurs, réclamant du travail ou du pain durant que des jour-

nalistes sont arrêtés, ainsi que le comte de Kératry, ex-préfet de police.

Soudain, de l'autre côté de la vaste esplanade où des milliers de « sans ouvrage » sont également massés, un cri retentit : « A l'Elysée ! » Au pas de course des milliers d'hommes s'élancent. Ils dévalent vers le pont des Invalides, rompant sous l'impétueuse ruée le cordon de police, et toujours courant gagnent la place Beauvau où les boutiques effrayées se hâtent de tirer les rideaux de fer ou de placer les volets protecteurs.

La police décontenancée par cette soudaine volte-face, et qui a attendu des ordres tardant à venir, reprend ses esprits et formée en colonne, arrive à son tour au pas de gymnastique, furieuse et bien décidée à faire payer cher aux protestataires cet exploit sportif. Durant qu'une partie du contingent policier se porte à l'Elysée, l'autre tente de couper la colonne ouvrière. Un choc se produit. Alternativement, agents et manifestants prennent l'avantage. On se bat furieusement durant qu'un petit groupe de chômeurs s'infiltra rue du Cirque et débouche ensuite faubourg Saint-Honoré.

L'instinct critique. La garde de l'Elysée sort en armes. Cette poignée d'hommes va-t-elle être enveloppée par la vague de manifestants ? Ceux-ci hésitent, surpris eux-mêmes par leur succès. Il n'en faut pas plus pour que les troupes de « l'ordre » reprennent l'initiative. Avisant un omnibus, bloqué par la foule, elles s'en servent comme d'une barricade. Il est trop tard pour réagir. Ce fut une occasion manquée ; et le lendemain, la presse entière reconnaît qu'il s'en était fallu de peu pour que le domicile du premier magistrat de la République fût envahi.

Comme la politique ne perd jamais ses droits — pas plus en 1883 qu'à toute autre époque — les orateurs du Parti ouvrier avaient, à tout hasard, préparé une petite proclamation dont ils donnaient lecture aux quelque cinq mille ouvriers réunis pour un nouveau meeting sur l'Esplanade à peu près dégarinée de police, vers quatre heures de l'après-midi. Dans un texte, trop long pour que nous le donnions ici, ils cherchaient à s'attribuer le bénéfice moral de la démonstration tout en évitant les désagréments.

Malheureusement pour la réussite de leur manœuvre, tout n'était pas terminé. Des événements imprévus, sensationnels à l'époque, allaient se produire et retentir, pour l'histoire, le véritable intérêt de cette journée mémorable.

Louis LOUVET.

LA QUINZAINE PROCHAINE

« Le sac » des boulangers.

Voir le Libéraire du 22 juillet.

## SACCO et VANZETTI

VINGT-DEUX ans déjà depuis le crime de Massachusetts ! C'était l'époque des vacances, l'heure favorable aux mauvais coups, et les assassins endimanchés de robe de justice qui le complétaient depuis sept ans allaient pouvoir le commettre, mettant à profit le moment où la conscience mondiale n'était plus en éveil.

La genèse de l'affaire, vous la connaissez pour la plupart, banale comme l'erreur judiciaire de tous les siècles et de toutes les magistratures, partielle, entêtée, préférant aller jusqu'au bout du crime plutôt que d'admettre ses torts, que de s'incliner devant la vérité, que de déchoir de ses prétentions d'infailibilité.

Un assassinat est commis, deux anarcho-sindicalistes, actifs et gais, sont préjugés coupables et arrêtés.

Témoignages, alibis, tout dément l'accusation, les accusateurs eux-mêmes se contredisent, et se courent ; la justice ne désarme pas, quitte à recuser les témoins favorables, quitte à exécuter aux côtés des innocents le véritable coupable, dont la découverte aurait dû suffire dans toutes les justices du monde — fussent-elles les plus primaires — à libérer les deux prévenus.

Procès politique s'il en fut, camouflé sous des prétextes de culpabilités insoutenables ! Dénit de justice de sept années au cours desquelles un juge pouvait dire qu'il n'accusait pas Sacco et Vanzetti d'un crime commis, mais d'un crime qu'ils étaient capables de commettre !

Finalement, le 23 août 1927, l'inconcevable nouvelle courait le monde : après sept années de tourmentant détention, les deux innocents étaient électrocutés selon la dernière méthode de la moderne barbarie.

Le monde devait porter leur deuil : agitations, grèves et émeutes secouaient le globe du vieux continent au nouveau, deuil magnétique et bien digne de leur mémoire, deuil de tous les révoltés contre les iniques parodies de justice, deuil de la conscience soudainement réveillée pour la ven-

geance de la mort de deux hommes grands jusqu'au symbole.

Et lorsque, quelques semaines plus tard, l'odieuse « American Legion » qui avait réclamé l'accomplissement du crime entraînait comme un défi dans Paris pour ses défilés spectaculaires, notre camarade Lecoln poussait le cri : « Vive Sacco et Vanzetti ».

Après vingt-deux années, ce cri résonne encore, il résonne dans la conscience de tout être libre, il résonne dans la malédiction qui unit les deux noms exécrés du juge Thayer et du président Fuller, il résonne dans notre foi du grand changement social qui brisera l'appareil coercitif des états, il résonne pour nous enseigner à ne jamais désespérer, à ne jamais abandonner la lutte alors que Sacco et Vanzetti surent la mener jusqu'à la mort.

M. LAISANT.

## Pendant vos vacances, quelques heures de lecture sont toujours agréables. Nous vous offrons un choix de livres et brochures

ERNESTAN : Tu es anarchiste	20 Fr.
C. BERNERI : Guerre des classes en Espagne	25 Fr.
IGNOTUS : Asturias 1934	12 Fr.
Gaston LEVAL : L'indispensable révolution	160 Fr.
E. LA BOÉTIE : Discours de la servitude volontaire	300 Fr.
F. PLANCHÉ : Louise Michel	150 Fr.
PRIX DE VENTE	667 Fr.
EXCEPTIONNELLEMENT : 500 francs - Franco 595 francs	
4 <sup>e</sup> LOT	
L. LOUVET : Découverte de l'anarchisme	25 Fr.
XXX : Jouxhaux, voici l'homme	40 Fr.
Louise MICHEL : Prise de possession	15 Fr.
C. A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité	120 Fr.
C. BERNERI : Le juif antisémite	100 Fr.
J. GRAVE : La société mourante et l'anarchie	125 Fr.
S. FAURE : Mon communisme	260 Fr.
G. LEVAL : L'indispensable révolution	160 Fr.
J. HUMBERT : S. Faure, sa vie, l'apôtre	180 Fr.
J. ALBERNY : Les coupables	180 Fr.
L. LECOIN : De prison en prison	160 Fr.
PRIX DE VENTE	1.365 Fr.
EXCEPTIONNELLEMENT : 1.000 fr. - Franco 1.145 fr.	
C.C.P. R. JOULIN 5561-76 PARIS	
Demandez-nous notre catalogue gratuit	

## PRAQUE ou l'Eglise "martyre"

LISEZ les journaux catholiques de France et comparez leurs articles. Vous conclurez ensuite que le clergé tchécoslovaque est bien malheureux. La persécution tant recherchée par l'Eglise de Rome ne lui est pas encore accordée, malgré ses vœux les plus ardents — souffrir est un mérite qui rachète les âmes ! — et malgré ses manœuvres les plus jésuitiques pour exciter à la répression.

Mais l'opinion mondiale est soigneusement préparée. En effet, il faut, quand un châtiment sera enfin appliqué aux perturbateurs cléricaux dans le monde, que les biens pensants puissent clamer : Voyez, nos prières l'avaient dit : Nous sommes persécutés, nous les généreux, les désintéressés.

Combien sont cruels les ennemis de l'Eglise qui ne lui ont pas encore accordé cette satisfaction, et qui par le fait même

Le bien commun de tous les hommes ! Bien sûr, pour le Vatican, rien de tel hors du catholicisme ! qu'il faut donc étendre, imposer, par tous les moyens.

Les évêques se plaignent-ils de la pauvreté, du recrutement ? Les supérieurs de séminaires signent-ils leur angoisse devant le nombre généralement en baisse des vocations ? Alors Pie XI intervient, et fonde l'Action Catholique, qu'il définit : Participation du laïc à l'apostolat hiérarchique de l'Eglise, l'Action Catholique est obligatoire. C'est le service commandé des soldats du Christ. Ce n'est pas une nouveauté : elle existe depuis le début du christianisme. Les laïques sont les auxiliaires autorisés, officiels, irréductibles. Leur premier objectif : la perfection chrétienne. La première base : la sainteté de chacun.

Et le concile de Trente d'avertir :

par R.-P. FROMENT

n'ont pas encore permis aux défenseurs du catholicisme de se soulever, pour leur liberté.

Liberté catholique, bien entendu : c'est-à-dire : prestige, influence, avantages de toutes sortes, particulièrement financiers pour les œuvres et l'enseignement ; toute puissance sur les décisions de l'Eglise, et prééminence sur les autres religions, avant de les éliminer comme chez Franco.

Or le communisme tchécoslovaque est une force qui par cela même condamne la force que représente le catholicisme à la fois local et international. Lutte totale de deux dogmes, de deux méthodes d'asservissement des esprits, des consciences et des corps.

Lutte sournoise, tentative d'élimination de part et d'autre. L'Eglise dit : nous, prêtres catholiques, nous ne faisons pas de politique. Nous nous dévouons uniquement et avec le plus parfait désintéressement au salut des âmes, ces pauvres âmes nécessaires, qui réclament la grâce de Dieu que seuls nous pouvons donner, et le réconfort de nos prières, de nos absolutions.

Mais elle ajoute aussitôt : (manchette de La Croix du 31-7-49) La force de l'esprit ne vivifie pas est une force vaine. Foch).

Traduisez : Toute force qui ne nous laisse pas les rênes en main est mauvaise.

L'Eglise dit encore (Figaro du 1-8-49, p. 3) : De Hambourg ; les catholiques allemands ont été invités dans une lettre pastorale lu aujourd'hui dans les églises, à voter pour les candidats chrétiens aux élections législatives du mois prochain. Il est déclaré dans cette lettre que l'Eglise se trouve placée au-dessus des partis, mais qu'il est du devoir des évêques de voir jusqu'où va le respect des principes chrétiens dans la vie politique, et si même ils y sont observés.

Concluez : Tout parti, tout gouvernement doit officiellement s'incliner devant les exigences de l'Eglise, et montrer par des actes qu'il en passe par ses moindres désirs, affabulés du qualificatif de bien des âmes.

Chacun sait quelle douceur de vivre régnerait sur le monde, une fois l'Eglise installée en maîtresse absolue partout. On se souvient de l'Europe catholique du moyen âge, instaurée en partie par les armes, et qui a dû disparaître à cause évidemment de la méchanceté des hommes et non de l'incapacité ecclésiastique.

Tout le monde a oublié la douceur des condamnations au bûcher pour hérésie que le Candide de Voltaire mentionne certainement par erreur. Le monde entier sait bien aussi que la condamnation de Jeanne d'Arc était due à la plus grande gloire de Dieu, et non à des vues politiques momentanées.

Aussi l'Univers, sans aucune exception, hurle-t-il d'indignation devant le sort du cardinal Mindzenty puis de Mgr Beran.

L'Eglise de Rome n'a jamais dit à ses fidèles, pas même dans le secret de la confession, de saboter l'action du gouvernement de Prague, ni de s'opposer peu à peu et avec puissance à cette autorité.

Les ordres donnés à Hambourg en font preuve, voyez, voyez, nombreux, influents, puissants, évincez les candidats qui oublient de se mettre à genoux.

Et pour nous rappeler la duplicité de ce travail incessant, en même temps de l'admirable enseignement officiel de l'Eglise, le cardinal Liénart dit (manchette La Croix 30-7-49) : Une société n'est jamais vraiment juste que quand elle ne s'arrête pas à la considération des intérêts de tel ou tel groupe particulier, mais quand elle poursuit le bien commun de tous les hommes.

Une communauté est chancelante, si les qualités qui doivent être dans les membres ne sont pas dans les chefs.

Merci au Concile de Trente de nous dire ainsi officiellement que certains chefs ne sont plus suivis parce qu'ils n'ont plus les qualités voulues !...

Et l'Eglise d'agir pour rendre à ces chefs leur autorité, leurs qualités. Rien de tel qu'un bon petit martyr, susceptible de ranimer par la même occasion l'esprit de classe des catholiques et de renforcer la puissance des catholiques.

L'Action Catholique de Prague voudrait ranimer la Sainteté chrétienne, vivre la charité, l'enseignement du Christ, sans tenir compte de la violence de la puissance matérielle politique de l'Eglise.

Alors condamnons l'Action Catholique tchécoslovaque.

Mgr Beran n'est plus le dieu de ses fidèles ? Montrons-le injustement accablé.

Et la campagne mondiale se développe : On voudrait qu'il soit arrêté ! Lisez donc, comparez, analysez (Figaro du 5-7-49) : L'arrestation de Mgr Beran paraît imminente. Une lettre clandestine d'un prêtre de Prague le dit et assure que Mgr Beran est tenu prisonnier dans son palais archiepiscopal. Il fait par prudence la grève de la faim. Il se méfie de son curateur : « Peut-être ne mourra-t-il pas ? »

Le Figaro du 26-7-49 nous apprend qu'un visiteur qui ne peut être nommé — et pour cause — a causé avec Mgr Beran et en a reçu des confidences. Quelle surveillance étroite, n'est-ce pas ? qui permet de telles visites, de telles confidences, faisant tout au gouvernement tchèque !

Et ce témoin inattendu d'assurer : S'il voulait servir, je crois qu'il le pourrait. Il n'est pas certain que le gouvernement communiste veuille en faire un martyr en déclenchant une deuxième affaire Mindzenty.

Et voilà ! la campagne annonçant l'arrestation du pauvre Mgr Beran n'a pas réussi. Il faut par petites touches sauver la face et présenter cela comme une victoire.

Et de dire sans même songer aux contradictions proférées (Figaro du 26-7-49) : Sauvez-vous que les Slovaques assurent eux-mêmes la garde des presbytères ! Lorsque une automobile survient amenant des policiers, les fidèles entourent l'Eglise et la maison du curé, sonnent les cloches pour appeler du renfort. Et la police doit se retirer.

Admirable ! n'est-ce pas, pour un pays où soi-disant la liberté religieuse n'existe pas !

Et l'aveu final (Figaro du 5) :

Le premier ministre Zapotocky a répété que le gouvernement ne tolérerait pas l'immixtion des ecclésiastiques dans la vie politique de l'Etat. Les milieux autorisés voient dans cette déclaration l'annonce de l'intention des communistes tchèques de ne plus permettre à Mgr Beran de porter à la connaissance des fidèles ses vues politiques dans des lettres pastorales.

Joignez à cela la tentative de déclarer sans pitié les pèlerinages organisés par les Tchèques, tel celui de Sazzana à Saint-Procope le 4 juillet, et vous pourriez conclure avec le curieux visiteur de Mgr Beran mentionné plus haut, mais en appliquant ses paroles exactement cette fois : « Jamais un parti pour s'emparer des esprits et des consciences n'a été de plus de fourberie, de mensonge et de truchement. »

Pour conclure, cette confrontation de documents ? Constatations que les catholiques communistes tchèques ont une force : que l'Eglise politique risque de sortir battue de la lutte ; aussi, prend-elle un biais pour sauver la face.

D'abord, elle manifeste sa puissance absolue par une condamnation sensationnelle. Immédiatement après, elle tend la perche aux communistes (Semaine Religieuse de Paris, 30-7-49) : Le P. Docteur Gaetan Costi, de la Faculté pontificale de Théologie de Milan, déclare : Le décret excommunique-t-il tous les incriminés et sympathisants au parti communiste ? Non, mais ceux qui présentent la doctrine matérialiste antichrétienne, donnent leur assentiment interne et manifestent extérieurement cet assentiment par la propagande, et deviennent apostats.

Ainsi les communistes sont condamnés à être, les prêtres Hub, Flojar, Boulier et autres, pourraient trouver le chemin de l'accord.

Et les communistes pourraient prochainement obtenir entente et bénédictions romaines (France - Dimanche, 1-8-49). Thorez négociant par l'abbé Berthier, l'alliance des dogmes infailibles.

Pour nous qui savons observer librement et comprendre, ces comédies et ces marchandages nous écoeurent, et nous préférons vivre notre vie d'être loyal, honnête, courageux, que n'entraîne aucun dogme quel qu'il soit.

### AVIS IMPORTANT

Un « curieux » ayant été surpris à proximité de sa boîte à lettres, le secrétaire aux Relations Internationales demande à tous ses correspondants de ne pas lui adresser de courrier à son domicile.

## LE CAS ANDRÉ MALRAUX

QU'ON le veuille ou non il se pose, pour les ouvriers, un problème Malraux. Si l'homme politique semble définitivement jugé, l'écrivain reste. Son œuvre sera lui tant qu'il existera des hommes sensibles à l'exaltation révolutionnaire et c'est bien là que gît le drame.

L'œuvre entière de Malraux semble destinée, par sa robustesse, par son fini, autant que par le thème choisi, à ser-

ros. Grand, mince, le visage tourmenté, la mèche rabattue sur un front qui se devinait large, Malraux entouré d'une légende qui le peignait comme le dernier des condottieri apportait à Bullier, à Japy, dans de vastes meetings où les têtes pressées hulaient au souffle de son inspiration, cette pointe de non conformisme qui le faisait rester lui au milieu d'autres, qui nous faisait rester nous au milieu d'une masse où

par JOYEUX

Ouvrier métallurgiste

vir de support aux certitudes de la fraction du prolétariat qui lit, qui pense, qui dépasse le problème social, qui cherche au-delà des problèmes économiques, des formes, des expressions, des certitudes de pensée.

La génération, qui voisinait les 20 ans autour des années 1930, se souvient de l'enthousiasme qui la saisit à la découverte des « Conquérants ».

La révolution russe conservait encore tout son prestige et Garine campait, pour la jeune promotion ouvrière, un caractère à la limite des obligations collectives et conservant le relief de l'individualité.

L'œuvre arrivait en son temps. Il faut bien le constater, la littérature révolutionnaire accessible à l'élite pensante du monde ouvrier et susceptible d'exalter le geste, de révéler le mécanisme de la pensée conduisant à l'automatisme de l'action de masse, était singulièrement pauvre.

Jules Vallès, ce poète de l'action sociale, n'avait pas fait école et ceux qui, à travers cinquante ans de littérature révolutionnaire, avaient ou affleuré le problème social (Jacques London), ou encore lié ce problème à des fins de propagande excluant la liberté d'expression (Henri Barbusse), avaient partiellement échoué. D'autres avaient trébuché sur la couleur, le relief, la faune, l'écriture même et un goût d'insaisissable collait au palais à la lecture d'un Poullaille d'un Upton Sinclair, etc... Chez Gorki, la peinture de l'existence, la forme littéraire, le dispute trop à l'action sociale pour que les véritables richesses de son œuvre soient non pas accessibles mais exaltantes, comme l'image parfaite que renvoie un pur miroir, pour une catégorie de travailleurs se croyant de force à soulever le monde et qui cherchaient le chantre destiné à frapper son effort d'un coin de génie.

Les « Conquérants » vinrent. On relut le « Temps du Mépris », le « Voie Royale ». Puis ce fut la « Condition Humaine » portée au sommet de la littérature de l'époque par l'effort enthousiaste d'un Léon Daudet raciste, sectaire, portant en lui la haine du socialisme, n'ayant retenu du peuple qu'une grossièreté à l'usage de salon, mais subjugué par les beautés de l'ouvrage.

Ce fut de l'enthousiasme, la vérité terrassant l'adversaire et quel adversaire ! A l'usage, devant l'établi, au rythme cadencé de l'outil, l'homme rêva de Canton, l'homme rêva d'héroïsme collectif où il se révélerait tout entier à lui-même, l'homme rêva de la musique prodigieuse de son humble tâche, l'homme rêva de lui, de millions de lui dont l'addition dantesque supporterait la joie.

Malraux nous révéla tout cela et, pour couronner l'édifice élevé à la gloire de l'homme, celui qui s'était installé, comme le maître à penser d'une jeunesse sortant du désespoir, nous donna « l'Espoir ».

L'« Espoir » dont Auguste Billy, critique au journal « l'Œuvre » écrivait : « Malraux avec l'Espoir a littéralement gagné la guerre d'Espagne ».

L'écrivain dépassait encore ses hé-

nous nous additionnions sans nous confondre.

Si Malraux a aujourd'hui dépassé « l'homme à la frange de la communauté » pour tenter sans grande réussite de mettre la « Communauté aux pieds de l'homme », l'œuvre reste. Cette œuvre qui, après avoir charpenté notre pensée, sera lui par les nouvelles générations avec une curiosité que la position actuelle de l'écrivain désorientera.

Et c'est devant l'actuelle jeunesse ouvrière ou tout au moins la partie de cette jeunesse avide de savoir, avide de grandeur, que se pose le problème Malraux.

Ah ! certes, personne mieux que nous, sait que l'homme n'appartient qu'à lui-même. Personne mieux que nous sent ce qu'est la condition même de la liberté de l'artiste et que de toutes les servitudes celles qui sont constituées par les sentiments des foules sont les plus dissolvantes. Le talent incontestable d'Aragon n'y a pas résisté.

Malgré cela, une question mérite d'être posée.

« Malraux avait-il le droit de renier Malraux ? »

Lorsque l'écrivain connut le gros tirage et, malgré le « Goncourt » et « Daudet », l'œuvre fut portée au succès par le prolétariat pensant.

Malgré la pureté de la phrase, malgré la recherche philosophique dans l'étude du caractère, l'œuvre avait été créée par cela.

L'artiste, encore jeune, connut une des réussites les plus rares de l'histoire littéraire : Voir son livre touché exactement le point choisi pour le choc.

Consécration éclatante d'un talent certain ? Oui ! Mais aussi consécration magnétique d'un public ouvrier en état de grâce et susceptible de recevoir l'œuvre au moment choisi par l'artiste. Réussite (moins par le nombre des lecteurs que par leur caractère), presque unique dans l'histoire de la littérature sociale !

L'élite ouvrière adoptant l'artiste, le recevant, sans que celui-ci n'ait eu à forcer l'indifférence, la cabale, le temps, Malraux avait-il le droit ? Qu'importe après tout ! Garine, Tchang, Le Négus nous restent. Malraux est parti. Et pourtant il nous a laissé ce qu'il nous avait donné : la certitude que nous pouvons nous élever au-dessus de nous-mêmes. Et pourtant il nous a laissé cette grande leçon, la certitude de cette obligation : la nécessité pour l'homme de se réaliser lorsqu'il a forcé ses possibilités et cela avant qu'il redevenne l'homme.

Les générations révolutionnaires, les travailleurs pour qui la pensée reste le moule de l'action avant de la parer, liront Malraux, NOTRE Malraux.

Pour l'autre, le politicien, le gajonard, le fasciste, celui qui porte le masque devant le miroir déformant et qui ne ressemble au véritable Malraux que comme une potiche de musée Grévin ressemble à l'originale, elles l'abandonneront au militaire qui a su flatter les instincts bas qui sommeillent chez tout homme. Elles le rejetteront comme l'animal de la fable rejette la coquille après avoir gobé l'amande.



# Auriez-vous peur de la liberté ?

CHACUN jour nous apporte la preuve que l'offensive gouvernementale se développe en profondeur, tantôt cachée, tantôt ostensiblement voyante. Daniel Meyer a beau parler de « l'Homme », de la « Liberté » et du respect du « Droit au travail », cela ne l'empêche pas de prendre, en plein accord avec son « cher ami » Moch et les très réactionnaires MM. Queuille et Pétache, des mesures contre les fonctionnaires qui ont osé faire grève le 15 juin ou encore, expédier aux Préfets, quand ce n'est pas aux patrons eux-mêmes, des circulaires enjoignant ceux-ci à ne pas accorder quoi que ce soit aux ouvriers sous peine de sanctions et amendes. Le gouvernement ferme les usines aéronautiques, les chantiers de reconstruction et d'équipement hydro-électrique. Enfin, la main dans la main avec le C.N.P.F. (Confédération Nationale du Patronat Français), il n'hésite pas à briser les accords passés entre patrons et ouvriers lorsque les deux partis sont arrivés momentanément à s'entendre. Comme larrons en foire, Etat, Patronat et Banques s'épaulent, se sub-

par NORMANDY

juguent, se dopent et tombent, à bras raccourcis, sur celui dont vient tout le mal du siècle : le prolétaire désireux d'échapper à sa misère congénitale.

Comment, ce « salopard » proteste parce que son salaire ne lui permet de vivre qu'à cinquante pour cent de 1938 ? Il va voir de quel bois on se chauffe dans les hautes sphères. Allo, Jules Moch... Allo, Daniel Meyer... Allo, Queuille... Faites donner la Garde ! Et surtout, pas de sensiblerie, pas de pitié ! Il faut que ça saigne pour impressionner tout ces saligauds qui se refusent à suer pour le seul profit de leurs maîtres. Mieux vaut prévenir un nouveau juin 36 que de le subir, pas vrai ? Un peu de guerre, beaucoup de flics et de chômage, rien de tel pour ramener à une « saine » compréhension ces sempiternels insatisfaits de leur sort.

Face à cette offensive conjuguée, pour le plus grand bien de ceux qui jouissent en volant, usurpant et violant, la classe ouvrière attend. Attend quoi, vingt dieux ! La mort par inanition ou par bombe atomique ? La dictature d'un homme ou d'un parti ? Ils sont une poignée ceux qui vous oppriment, qui vivent de vous. Vous êtes l'immense masse, la force que rien ne pourrait arrêter si vous vouliez simplement vous rendre compte que vous êtes masse, donc force.

Seulement, pour cela, il faudrait que vous cessiez de vous conduire comme des enfants auxquels le maître d'école promet un bon point, la mère de famille, un caramel, le député, la lune « si l'on est sage », « si l'on vote bien ». Il faudrait que vous preniez conscience que c'est vous et personne d'autre qui produisez, qui donnez à manger à toute la collectivité, qui permettez à cette collectivité de se survivre. Que vous seuls, travailleurs, devez être les juges de la répartition et de l'orientation de la production.

Les imprudents — propriétaires et tenants du régime — s'y opposent ? La belle affaire. Un revers de la main suffirait pour les écarter, si vous LE VOULIEZ. « Vouloir, c'est pouvoir », dit un proverbe populaire. Or, vouloir vraiment, c'est vouloir jusqu'au bout. Totalement. Et vous ne semblez pas vouloir totalement le changement de cette société dont vous êtes pourtant les parias. Sous un prétexte ou sous un autre, vous suivez le premier bateleur venu, vous applaudissez le premier système proposé alors que nul bateleur, nul système ne résiste à l'expérience d'une révolution. AURIEZ-VOUS PEUR DE LA LIBERTÉ ?

Nous le saurons à la rentrée des « congés payés », vers la mi-octobre, lorsque le problème des salaires et des prix se posera dans toute son acuité.

## CURIEUX EUROPÉENS !

LE statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 est entré en vigueur le 3 août après le dépôt des instruments de ratification auprès du gouvernement britannique.

Le 10 août se sont ouvertes à l'Université de Strasbourg les assises de l'Assemblée consultative de l'Union Européenne. Ces messieurs, qui pensent décidément à tout se donner beaucoup de peine à cette occasion, il faut l'avouer, pour créer un climat de circonstance, en Alsace, en général, et à Strasbourg, en particulier.

En dehors de la Préfecture et de ses créatures de police, et surtout de la presse achetée ou vendue aux fonds secrets, c'est également le Comité Strasbourgeois pour le Mouvement Européen, lancé sous les auspices de M. Charles Frey, maire R.P.F. de la capitale alsacienne entouré de quelques gaullistes réactionnaires et de cléricaux chauvinistes du parti catholique M.R.P., qui fait des pieds et des mains pour tâcher de produire en Alsace l'ambiance complice pour les assises de ces curieux Européens.

Tout leur battage, peut-être même leurs consignes très précises, dans leurs fonctions parlementaires et souvent gouvernementales, semblent avoir consisté, jusqu'à présent, et essentiellement, à combattre par tous les moyens, souvent les plus insidieux, tout effort sincère contre la guerre, pour l'entente des peuples et la suppression des barrières douanières qui n'existent qu'en fonction des seuls bénéfices capitalistes.

Aussi, les Alsaciens ne sont-ils pas peu surpris de toute la publicité tapageuse qui se fait autour de ces assises, depuis la récente visite à Strasbourg de Winston Churchill, et président du Comité exécutif du Mouvement Européen. Et les travailleurs alsaciens se trouvent de plus en plus perplexes devant le grand tam-tam organisé en leur capitale par les autres, par les représentants de l'impérialisme français et quelques sujets à leurs gages qui s'agitent en imprécations en faveur d'une Europe unie.

L'Alsace en est toute abasourdie, surtout lorsque les autochtones apprennent encore, en grands caractères, par la presse gouvernementale, qu'il s'agit de s'unir pour défendre la Liberté et les Droits de l'Homme et des Peuples.

Le peuple alsacien d'Alsace se demande, non sans inquiétude, ce que peut bien signifier tout ce tintamarre, alors que les chefs d'état-major américains, flanqués de quelques troupes de sapeurs, français et anglais, parlent de la défense de l'Europe organisée par des groupements militaires régionaux articulés autour d'une commission de coordination. Et dire que d'aucuns supposaient les criminels de guerre jugés à Nuremberg !

La jeunesse alsacienne ne veut plus servir de chair à canon, ni aux bellicistes français ou allemands, ni aux impérialistes américains ou russes. Trop de sang a été versé par les fils de cette terre martyre pour une cause qui n'était pas la leur, car le peuple alsacien n'est pas libre.

Il n'est pas libre d'apprendre, de parler et d'écrire sa langue maternelle. Il n'est pas libre d'avoir une opinion politique non conformiste. Il n'est pas libre d'écrire ses journaux dans sa langue qui est celle de 90 % de la population indigène. Il n'est pas libre de décider de l'avenir de ses enfants. Il n'est pas libre de haïr la guerre et les faiseurs de guerre. Il n'est pas libre de ne pas se soumettre au mensonge politique et à

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.F. 5561-76  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Four changement d'adresse, joindre  
20 francs et la dernière bande

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Centr. du Croissant  
19, r. du Croissant, Paris-2

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Chez les Cheminots

## Le médecin S.N.C.F.

LA médecine est empirique, chacun le sait. Et si le malade ne peut préciser ce qu'il ressent, le docteur est souvent impuissant.

Mais que penser d'un professeur, exerçant dans un hôpital parisien, qui, le jeudi 21 juillet, déclare à un agent de la S.N.C.F. : « Vous avez triste mine, il vous faut trois mois de convalescence », puis, le jeudi 28 juillet, lui dit : « Vous êtes très bien, continuez votre travail ».

C'est de l'impuissance ou du parti pris ?... Vous n'y êtes pas. C'est que, pour être professeur, l'homme de science n'en est pas moins de ceux qui pensent que les cheminots sont des tireurs au flanc. C'est qu'il est sensible aux notes de service recommandant aux médecins de la S.N.C.F. de renvoyer au travail tous ceux dont la maladie n'est pas nettement déterminée. « Marche ou crève », telle est la nouvelle devise S.N.C.F. Et le service médical ne compte que quelques docteurs se refusant à l'appliquer.

La grosse majorité des médecins S.N.C.F. pensent à la carte de première classe et aux possibilités futures, quant aux malades, qui s'en préoccupe ?

Ces messieurs de la science, qui ne comptent plus les erreurs de diagnostic, sont d'abord des fonctionnaires, comme disait l'un d'eux au chevet d'un malade : « Dépêchez-vous, je suis pressé : la S.N.C.F. ne me paie pas assez cher pour que je perde mon temps auprès de ses agents ».

Et voilà la mentalité, la fameuse « conscience professionnelle » du corps médical !

Ils savent pourtant user du titre de « Médecin agréé de la S.N.C.F. » ou du Métro, sur les plaques et cartes de visite, pour leur réclamer personnellement.

Le « professeur » précité exerce à l'hôpital Broussais et le second habite le 13<sup>e</sup> arrondissement. Et ce ne sont pas des cas isolés !

Brave lampiste, tu es décidément le cobaye de tous les « pontes » S.N.C.F. : tu fais grève pour la hiérarchie, tu crèves pour l'honneur du médecin S.N.C.F.

Jusqu'au jour où, avec un rien de courage, tu chasseras tous ces faisans.

René GUY.

# La Conférence Nationale

AU CARTEL D'UNITÉ D'ACTION SYNDICALISTE

IL y a dix mois naissait d'une Conférence nationale, provoquée par le Comité de liaison des Syndicats autonomes, le Cartel national d'unité d'action syndicaliste. Il se composait alors de la C.N.T., de la F.N.S.A., des minoritaires C.G.T. et F.O., de l'Ecole Emancipée (fraction du Syndicat national des instituteurs) et de l'Unité syndicale (groupement de tendance). Il s'était fixé comme but :

1<sup>o</sup> De coordonner l'action des divers éléments syndicalistes révolutionnaires opérant jusque-là isolément, soit dans des groupements autonomes, soit dans des grosses centrales en tant que minoritaires ;

2<sup>o</sup> De rassembler tous les prolétaires conscients autour d'un programme minimum d'action révolutionnaire ;

3<sup>o</sup> De redonner au syndicalisme son vrai visage ;

4<sup>o</sup> De réexaminer avec attention par l'examen des faits et par l'action les moyens à employer par le prolétariat pour que celui-ci trouve enfin les chemins de sa libération totale. Bien des théoriciens, bien des sceptiques nés, bien des fonctionnaires plus ou moins syndicaux — beaucoup de découragés — « oublièrent » le Cartel dès sa naissance, n'en parlèrent pas ou minimisèrent la tentative.

La plupart prédirent l'échec et la dispersion rapide des éléments rassemblés « parce que les principes du rassemblement n'avaient pas été discutés ».

Tous surveillèrent le Cartel, dans ses actes et au travers de ses militants.

Le succès n'a pas été total, certes. Mais il n'y a pas eu d'échec. Loin de là. Des multitudes de militants ont été contactés, des régions entières organisées, des cartels locaux et régionaux créés.

Une unité d'action, basée sur les points essentiels du programme minimum acceptés de l'origine, réalisée. Des éléments hétérogènes, n'ayant pas les mêmes philosophies et formations politiques, se sont rencontrés, ont pris langage, ont entamé « le dialogue » : C'EST L'ESSENTIEL. Et ceux qui, par calcul ou par boudoirie, n'ont pas voulu donner signe de vie, portent devant le mouvement syndical tout entier, une lourde responsabilité. Ils sont sans excuses, car le Cartel fut ouvert à tous dès

le départ, chacun pouvant s'y exprimer sans contrainte, défendre sa position, tracer la ligne de conduite générale à suivre sur le moment, TOUT DIRE, sans

par J. BOUCHER

que jamais une note de sectarisme apparaisse. Nous le répétons, depuis la Libération, le Cartel national d'Unité d'action syndicaliste a été la seule tentative sérieuse de regroupement syndical à l'échelon national.

Il y eut certes des frictions. Comment

## FLICS ET CURÉS

LA loi du 12 mars 1920, devenue l'article 2, Livre III, titre premier du Code du Travail, a opéré une modification considérable du sens primitif de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 : les syndicats professionnels ont EXCLUSIVEMENT pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques MO-RAUX et MATÉRIELS de la profession.

Toutes les professions peuvent donc créer des syndicats professionnels LEGAUX, dans les buts précités, dont les attributions sont très étendues, à l'exclusion de tout ce qui peut entacher « l'ordre public et les bonnes mœurs, suivant les principes généraux du droit ».

Des prêtres peuvent constituer entre eux un syndicat professionnel, pourvu qu'ils exercent une profession telle qu'un ministère paroissial, un service de prédication ou tout autre emploi se rattachant au culte (1).

La religion, profession ! Les prêtres, des employés ! Des travailleurs ! LE DROIT EST FORMEL. A quand le syndicat unique des filles publiques, autrement utiles à l'espèce humaine que le prêtre ? A quand le syndicat des officiers d'active et des gradés d'Etat-Major ? Il est vrai que les flics sont bien organisés syndicalement...

LAVOCAT.

(1) François Geny, doyen honoraire de la Faculté de Droit de Nancy.

# Regroupons les bonnes volontés...

...et la révolution en récoltera les fruits

cho-syndicaliste, la prétention de certains à refuser le droit de vote aux syndicats dont les statuts n'étaient pas déposés légalement ?

Pour nous, des hommes qui se groupent sur le lieu de travail pour défendre et propager des idées révolutionnaires, n'ont pas besoin d'être estampillés par la légalité bourgeoise, pour avoir droit de parole chez les révolutionnaires.

Nous voulons rester purs, nous voulons nous enfermer dans notre

tombe infailliblement dans le réformisme.

Ce que vous refusez d'apercevoir, c'est que le syndicalisme, en soi, contient toujours une parcelle de réformisme. Pour les révolutionnaires non prévenus, le militantisme syndical peut être une source de graves déboires, le commencement du pessimisme.

Les révolutionnaires, à quelque tendance qu'ils appartiennent, doivent être dans les syndicats pour

par Fernand ROBERT

tour d'ivoire ? Bien. Cette position — qui, en définitive, est la seule valable, du point de vue révolutionnaire — nous libère d'une quantité de servitudes pesantes. Révolution d'abord. Et, en conséquence : pas de statuts emperlés, en 80 articles, mais seulement quelques règles pour la bonne utilisation de chacun ; pas de dépôt légal ; pas de défense des adhérents devant les prud'hommes ; action directe de bout en bout ; pas de discussion avec le patron sans victoire intégrale ; rejet de toutes les subventions pures ou moins officielles ; pas d'intervention, même écrite, près des « autorités » officielles ; refus d'accepter, comme adhérents, les dépositaires d'une quelconque parcelle d'autorité sociale : ingénieurs, chefs de chantier, contremaîtres, chefs de bureau ; en un mot, tous ceux qui peuvent punir ou licencier ; plus d'antichambre ministériel pour les fonctionnaires et assimilés ; engagement formel, par chaque adhérent, de refuser toute nomination dans l'échelle hiérarchique, tout avancement ; obligation de la cotisation syndicale uniforme, quel que soit le métier ; rejet, par les responsables de l'organisation à tous les échelons, d'un titre quelconque : secrétaire général, secrétaire, et même responsable.

Quelle exagération, diront les « purs » (?), et comme voilà bien Fernand Robert !

Voire !

Et si l'auteur disait qu'il est absolument partisan, à la lettre, de ce programme ?

Car, dès qu'on s'en écarte, on

les impulser. Ils doivent à chaque instant de leur vie militante, avoir cette raison présente à l'esprit. Ils doivent chercher un terrain — ou des terrains — d'accord, pour faire masse contre les profiteurs syndicalo-politiciens, au lieu de se jeter l'injure à la face. La recherche d'une tactique n'est pas l'abandon de l'idéologie.

Dire que tout va bien quand on stagne, c'est pratiquer la politique de l'aurore. Et s'amuser à profiter de grandes phrases entre copains convaincus, c'est perdre son temps. Ce n'est pas travailler pour la révolution. La rigidité des « purs » n'est pas un ennui, actuellement, pour la C.G.T. et les autres, mais une aide.

Et puis, enfin, il faudrait s'entendre : certains, qui veulent bien nous accorder que nous sommes pourris — déjà... — oublient qu'ils gagnent dans l'Administration (ce n'est pas la S.N.C.F.) 40.000 francs mensuels, qu'ils sont chefs et très mal vus de leur petit personnel et n'aident pas souvent la C.N.T.... Le signataire de ces lignes n'en gagne pas la moitié. Quant à son activité militante...

D'autres ne se souviennent pas des démarches en certain ministère auxquelles les contraignait et les contraignait encore la défense de camarades mal en point.

Combien de syndicalistes révolutionnaires refuseraient d'accéder à un poste supérieur, procurant 10.000 francs de plus par mois, auquel leurs capacités leur donneraient « droit » ? C'est pourtant le cas d'un

de ceux qu'on nomme « cartellistes » !

L'état actuel du syndicalisme ne permet pas la politique du tout ou rien, qui est à la base de notre action.

Il faut éliminer les questions de personnes. Il faut voir loin et haut. Il faut ouvrir les yeux. Il faut travailler pour ceux qui souffrent, non pour notre satisfaction personnelle.

Si nous courons à un échec, du moins aurons-nous fait ce que nous pouvions et n'aurons-nous rien à nous reprocher.

Cette lutte infernale que nous menons pour le même but ne doit pas être le prétexte à une division de nos forces.

Il nous faut des militants, il faut en former, il faut en recruter. Il faut être révolutionnaire en tout et admettre la discussion.

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.

Le syndicalisme révolutionnaire est fils de l'anarchisme.

Si l'un des deux devait disparaître, par le sectarisme des individus — c'est-à-dire par leur faiblesse — sacrifices le syndicalisme.

A moins que nous ne soyons de véritables Hommes, au point de sauver LES DEUX.

pouvait-il en être autrement ? Il y eut souvent des échecs partiels. C'eût été trop beau de n'accumuler que des succès. Mais, conscients de l'énorme tâche à accomplir, les camarades responsables désignés par leurs organisations, fédérations, syndicats, tendances et minorités respectives voulurent AVANT TOUT « UNIR CE QUI POUVAIT L'ÊTRE », SANS POUR CELA PERDRE UN GRAIN DE LEUR ORIGINALITÉ PROPRE. Les membres du Cartel ont réagi contre la politique de l'ANTI. Ils firent tout ce qui était en leur pouvoir POUR le programme minimum d'action et prouvèrent surabondamment par les résultats obtenus auprès des ouvriers dupes que le fractionnement syndical ne tenait pas des que l'on expliquait concrètement aux syndiqués la nécessité de combattre la cause du mal syndical : la politisation du mouvement ouvrier. La Cartel a agi A LA BASE. Il n'a tenu compte d'aucune prérogative ; il n'a fait privilégier aucune « jument ». Fernellement unis par son programme, des métallurgistes de toutes tendances, ont engagé et gagné des combats. Au grand dam des syndicalo-politiciens. Des instituteurs, des ouvriers du livre et des produits chimiques, des fonctionnaires ont revalorisé les mots d'ordre qui firent du syndicalisme la grande force sur laquelle doivent compter aujourd'hui, bon gré, mal gré, les « maîtres ».

Presque un an de luttes menées solidement !... Après les congrès du Livre et du S.N.I., pour faire le point, un tour d'horizon, échanger leurs impressions, tirer la leçon des récents événements, pour développer l'organisation installée et partir vers de nouveaux objectifs, pour effacer les ombres et les quelques malentendus existant encore entre certains minoritaires, les responsables nationaux du Cartel ont estimé nécessaire de convoquer pour les 12 et 13 novembre 1949 à Paris, une conférence nationale d'information au cours de laquelle tous les problèmes soulevés par le regroupement des vrais syndicalistes, des syndicalistes révolutionnaires, seront abordés. Seront invités : les organisations, fédérations, syndicats, tendances et minorités adhérentes au Cartel ; les tendances et minorités syndicalistes sympathisantes mais non adhérentes, les individualités influentes du monde syndical libre, la presse syndicaliste révolutionnaire, chaque militant sincère, chaque responsable conscient de sa tâche doit tout faire pour que cette Conférence nationale ait le retentissement qu'elle mérite. Après, mais après seulement, il sera possible de dire si le grand rassemblement auquel aspire la majorité des prolétaires est possible ou non.

Nous en reparlerons.

## RECTIFICATIF

C'est tout à fait accidentellement que la mise au point parue dans le dernier numéro du « LIB » et concernant les homonymes René et Jean Boucher n'a pas été soumise au Comité de Lecture. Nous le regrettons vivement et d'autant plus que cette mise au point avait un caractère pour le moins inamicale.

Nous avons reçu à ce sujet une lettre de René Boucher — que le manque de place nous empêche d'insérer — et où il nous fait part en termes mesurés de son étonnement d'avoir été pris à partie avec une telle virulence.

Nous lui en donnons volontiers acte et pensons que ce rectificatif suffira à apaiser ce regrettable incident.

Le Comité de Rédaction.

AUX WAGONS-LITS

# La déesse Hiérarchie

Dans la liste fort longue des revendications présentées par le personnel des Wagons-Lits à la « Compagnie », nous avons épinglé ces trois perles : augmentation générale de la prime de rendement ; reclassement du personnel sédentaire d'exploitation dans l'ordre hiérarchique d'avant-guerre ; augmentation du nombre de paliers d'ancienneté. Tout d'abord, on peut se demander à quelle forme de rendement les employés des wagons-lits en appellent. Ensuite et surtout où ceux-ci veulent en venir lorsqu'ils réclament une superhiérarchisation de la profession, car c'est bien de cela qu'il s'agit lorsque leur syndicat demande une augmentation du nombre des paliers d'ancienneté.

Nous attendons avec curiosité la convention collective des employés

de la Compagnie des Wagons-Lits. Pour incorporer ces étranges « paliers » dans le paragraphe réservé aux salaires, il y aura du sport. Enfoncé la gymnastique suédoise, vive l'homme-tonneau, le salarié-serpent ! Peut-être alors le syndiqué conscient, voire le syndiqué moyen, s'en mordra-t-il les doigts. Il l'aura voulu.

Nous lui conseillons prosaïquement, simplement, de réclamer une revalorisation uniforme de son salaire par rapport aux indices de 1938, sans tenir compte de l'ancienneté, de la hiérarchie, du « rendement », etc., c'est-à-dire de réclamer la seule chose qu'on ne découvre nulle part dans le cahier de revendications présenté à la direction par des délégués qui n'ont de syndicaux que le nom.

Jean GERARD.